Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 29 juin 2016

n° 19160

Klaus Iohannis à Bruxelles : « La Roumanie est consciente qu'elle doit s'impliquer pour les Roumains vivant en Grande-Bretagne ».
Attentats en Turquie : réactions des autorités roumaines.
Le Gouvernement roumain souhaite diminuer la bureaucratie.

Conseil européen post-Brexit. Les médias roumains continuent à suivre de près la réunion du Conseil européen à Bruxelles consacrée au résultat du référendum du 23 juin sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, à laquelle participe le Président de la Roumanie.

A l'issue du Conseil, Klaus Iohannis a déclaré que le message principal du sommet était que l'Union sorte de cette épreuve renforcée et améliorée, et a appelé à une approche « pragmatique » pour détendre cette situation difficile et permettre à l'UE de la dépasser. « Il est essentiel de comprendre que l'Union européenne est la seule option pour maintenir la prospérité et la sécurité de nos citoyens ».Klaus Iohannis a précisé que a Grande-Bretagne maintiendrait temporairement son statut d'Etat-membre, avec tous les droits et les obligations, et maintiendrait donc la liberté de circulation et les droits des travailleurs européens.

Il a confirmé la volonté politique des dirigeants européens pour que le Royaume-Uni reste un partenaire proche de l'Union européenne. « Pour la Roumanie qui a un partenariat stratégique avec la Grande-Bretagne, cet aspect revêt d'une importance particulière » (Agerpres).

Dans une interview accordée à l'envoyé spécial de *DIGI 24* à Bruxelles, Klaus Iohannis a souligné qu'il s'agissait avant tout d'une procédure de longue durée. « Une chose est claire, on ne peut rien négocier tant qu'il n'y a pas de demande écrite de la part de la Grande-Bretagne. Or David Cameron a dit clairement qu'il ne la ferait pas. Il est donc peu probableque d'ici l'automne prochain on soit en possession de documents sur la base desquels on puisse négocier ». La position de la Roumanie, défendue par son chef d'Etat, est « d'aborder les choses de manière calme et lucide », sans se presser. Quant à la Grande-Bretagne, « qu'elle décide de rester ou de partir, elle restera un partenaire très important pour l'UE et, bien évidemment, pour la Roumanie ».

En outre, le chef de l'Etat roumain a a noté que la Roumanie avait plusieurs choses à négocier avec la Grande-Bretagne : la situation des Roumains qui travaillent au Royaume-Uni, mais également « d'autres éléments de politique étrangère, de sécurité, sur lesquels la Grande-Bretagne et la Roumanie ont des points de vue similaires ».

En effet, plusieurs voix ont appelé en Roumanie à l'implication du Président et des responsables roumains pour protéger les droits et les intérêts de la communauté roumaine de Grande-Bretagne : Liviu Dragnea, président du parti social-démocrate (*Agerpres*), Eugen Tomac, président exécutif du parti « Mouvement populaire » (*Agerpres*), Corina Cretu, commissaire européenne à la Politique régionale (*Radio România*), les députés européens PSD Viorica Dancila (*Agerpres*) et Victor Negrescu (*Agepres*).

Dans une interview accordée à l'envoyé spécial d'*Antena 3*, Klaus Iohannis a par ailleurs déclaré avoir reçu des assurances de la part du Premier ministre David Cameron, au nom de la Grande-Bretagne, que les citoyens Roumains pourront y rester et y travailler. David Cameron a également présenté ses excuses pour les incidents qui sesont produits lors de la

campagne pour le referendum et les arguments utilisés par ses adversaires. « Il est clair, malheureusement, que personne n'a eu de plan B. Cela nous montre que tout le monde s'attendait à un vote *Remain* et ils ont été surpris par le résultat. Même le Premier ministre Cameron nous a confirmé que le camp pro-*Leave* n'a pas de plan concret », a ajouté le Président roumain.

« *Out is out* » titre *Adevărul* qui cite la formule prononcée par Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, et remarque l'attitude inflexible des dirigeants européens rejetant tout éventuel revirement de la Grande-Bretagne.

Attentat en Turquie. Le Président Klaus Iohannis a transmis hier un message de condoléances à la suite de l'attentat qui s'est produit hier à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul (au moins 41 morts et 239 blessés), réaffirmant que la Roumanie était un partenaire hautement impliqué dans le combat international contre le terrorisme (*Agerpres*). Le Gouvernement a pour sa part confirmé qu'il n'y avait de citoyen roumain parmi les victimes (Agerpres).

Nouvelle réglementation sur la réduction des peines pour les détenus, auteurs d'ouvrages scientifiques. Le Gouvernement a adopté hier une ordonnance d'urgence selon laquelle les détenus qui rédigent des ouvrages scientifiques durant l'incarcération bénéficieront d'une réduction de 20 jours de leur peine. Cette réduction s'appliquera une seule fois, quel que soit le nombre d'ouvrages rédigés. En outre, le Conseil national de la Recherche scientifique (CNCS) sera chargé d'évaluer le caractère scientifique des ouvrages. L'ordonnance entrera en vigueur le 31 août 2016. Une disposition législative précédente permettait aux détenus de voir leurs peines diminuer de 30 jours pour chaque « ouvrage scientifique » rédigé en prison. Cette disposition a été suspendue au début de cette année, à cause d'une montée en flèche du nombre de demandes de réduction (*Adevărul*).

« Révolution anti-bureaucratie » (*Adevărul*). Le conseil des ministres a adopté hier une ordonnance d'urgence visant à simplifier la relation des citoyens avec l'administration. Le document supprime plusieurs démarches administratives et des documents à fournir au cours de certaines procédures administratives : obligation de fournir des copies de documents d'identité sera abrogée, la communication électronique sera privilégiée, plusieurs taxes extrajudiciaires supprimées, et d'autres. « Nous avons réussi à mettre aujourd'hui sur la table du Gouvernement une série de mesures qui simplifiera avec un peu de chance la vie des citoyens et des contribuables », a annoncé le Premier ministre Dacian Cioloș

Administration locale. Les représentants des administrations locales se réuniront les 4 et 5 juillet à Bucarest au Forum de l'administration locale pour discuter de la mise en place d'un « partenariat transparent et durable du Gouvernement avec l'administration locale ». Cristian Pârvan, représentant de l'association des hommes d'affaires de Roumanie (AOAR) plaide dans *România Liberă* pour que tous les départements de la Roumanie acquièrent graduellement une autonomie financière d'ici 2030.

Commémoration du pogrom d'Iasi. François Saint-Paul, Ambassadeur de France en Roumanie, a transmis un message à l'occasion du 75ème anniversaire du pogrom d'Iasi du 27 juin 1941. « En ces moments difficiles pour l'Europe où les nationalismes nous menacent d'un aveuglement périlleux, il est de notre devoir de faire de la mémoire un bouclier pour l'avenir », affirme l'Ambassadeur dans son message (*Evenimentul Zilei*, *Agerpres*, *Bursa*, *Jurnalul Național*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Interview de François Saint-Paul, Ambassadeur de France en Roumanie, pour l'émission « Oameni care schimbă România » diffusée sur *Radio România Actualități* (*Facebook*)

- François Saint-Paul, Ambassadeur de France en Roumanie, participera le 7 juillet 2016 à la 7ème édition du Forum des investisseurs français (*Business Review*).

- « Une Française à la conquête de la Roumanie », Clotilde Armand, cofondatrice d'un mouvement citoyen à Bucarest, est en passe de devenir une figure politique en Roumanie. Elle devrait se présenter aux législatives (*Le Point*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie